

La lettre de L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE !

2026

N°82

Épisode 2

Résister... et
aussi danser !

Série financements publics



Portrait de territoire :
Fresnes-sur-Escaut

▶ Épisode 2

Résister... et aussi danser !

En affectant les structures de l'économie solidaire, la baisse des financements publics affaiblit des vecteurs de cohésion sociale, des écoles de démocratie, des contre-pouvoirs et des protections contre les dérives autoritaires. Comment résister ? Mobilisations inter-associatives, recours au droit, culture de l'anticipation, travail sur sa robustesse... Cela prend toutes les formes, y compris la danse de la joie militante ! Exemples inspirants.

Affaiblir l'économie solidaire, c'est affaiblir la démocratie

Pour moi, résister, c'est affirmer ce à quoi on croit et continuer à le mettre en œuvre même quand la situation n'est pas favorable.

Nous devons nous affirmer comme un mouvement de la société civile fondamental pour la démocratie, qui est le pouvoir des individus dans l'action collective. L'économie solidaire est porteuse de citoyenneté économique, d'innovation sociale, d'éducation populaire... Elle ne se limite pas à réparer les dégâts du capitalisme, elle a une vision de transformation sociale. L'ESS est aujourd'hui reconnue mais il existe aussi une tendance à nous considérer comme des opérateurs à bas coût de politiques qui sont de moins en moins soutenues.

A quelques mois de l'élection présidentielle, l'économie sociale et solidaire doit se faire entendre et obtenir des réponses claires des candidats sur la société qu'ils veulent construire. Cette mobilisation va bien au-delà de l'APES mais nous devons y prendre toute notre place aux côtés du LMA et de ceux qui pensent que face aux enjeux économiques, sociaux et climatiques, nous devons dépasser les réponses individuelles et qu'il nous faut affirmer la solidarité et la force du collectif pour faire bouger les lignes.

La question des financements est importante. Retenons aussi que dans l'histoire, l'économie solidaire a créé de belles choses même avec peu de moyens. Les caisses d'entraide du mouvement ouvrier ont permis ensuite au modèle de la sécurité sociale d'émerger.

Dans le réseau de l'APES, nous construisons un dispositif de solidarité avec des acteurs qui pourraient aider d'autres structures ayant des besoins conjoncturels de trésorerie. Nous travaillons également à lever des fonds pour les plateformes solidaires afin d'en assurer la pérennité.

Nous devons être comme le levain dans la société pour faire monter la pâte. Il faut essayer différentes recettes, trouver d'autres pistes... Soyons à la fois radicaux dans nos propositions et pragmatiques. Faisons alliance avec d'autres mouvements qui mettent la démocratie, l'humanisme, la défense de la biodiversité sociale et du vivant au cœur de leurs actions.

Luc Belval, président de l'Apes

« **Notre manière d'apporter tout notre soutien est une façon de résister** »

Nadjah Ouali, adjointe au maire de Lille chargée de l'ESS

« Ayant fondé l'association Fou de Coudre, je viens du terrain et j'en connais les réalités. Et j'adore les challenges ! L'ESS apporte des réponses concrètes à des besoins en proximité. Ses acteurs créent de l'activité, de l'emploi non délocalisable, du lien social, rendent des services essentiels au territoire. »

La Ville de Lille a été pionnière dans le soutien aux structures de l'économie solidaire, et continue à l'être, à toutes les étapes de leur développement, dans un contexte national de baisse de crédits.

Nous voulons préserver leur capacité d'agir tout en coconstruisant avec eux l'action publique.

Alors que les dérives autoritaires et le repli sur soi progressent, l'ESS est primordiale pour faire vivre la démocratie dans les territoires : elle favorise la participation citoyenne, construit des projets collectifs, assure la médiation dans les quartiers fragiles et défend des valeurs communes de solidarité. »

Défendre les libertés associatives

Interview de Julien Talpin, sociologue et directeur de recherche au CNRS

Vous parlez dans vos travaux des dérives autoritaires subies par les associations, de quelles natures sont-elles exactement ?

On identifie aujourd'hui trois grandes contraintes rencontrées par les associations : un contexte d'austérité avec la baisse des financements publics, un contexte de marchandisation avec la mise en concurrence des associations et un contexte de restriction des libertés associatives avec la mise en place du Contrat d'Engagement Républicain¹ (CER).

Toutes les associations ne sont pas touchées de la même manière sur ces trois registres mais certaines cochent toutes les cases et se retrouvent dans des situations très sensibles, comme c'est le cas pour les centres sociaux par exemple.

Au-delà de la baisse et de l'évolution des modalités de financement, la restriction des libertés associatives a un impact fort sur la place des associations dans l'espace public. On entend par là l'ensemble des attaques ou sanctions que subissent des acteurs suite à des prises de position : coupe de financement, difficulté à accéder à des espaces, des locaux, dénigrement, amendes, procès... Selon une enquête nationale publiée en 2025², 1 organisation sur 10 déclare avoir reçu des sanctions institutionnelles variées au cours des dernières années. En réaction, 1/4 des répondants déclarent s'autocensurer afin de se prémunir de répercussions trop risquées pour la pérennité de la structure.

Quels impacts cela a-t-il sur les associations ?

Les dérives se matérialisent aussi par une remise en cause globale de la contribution citoyenne des associations et la dépolitisation de leurs actions. Les relations actuelles entre l'État et les associations placent l'État comme seul détenteur de l'intérêt général et les associations comme des auxiliaires du service public. C'est un problème structurel que l'on constate au-delà des appartenances politiques. Des cas assez emblématiques de sanctions suite à des actions considérées

comme contraires au CER ont fortement été relayés. Coupes de subvention, refus d'agrément, refus de salle municipale... Quand on met toutes ces mesures bout à bout, en ajoutant l'autocensure, c'est tout un pan de la démocratie qui s'effondre.

Le recours au droit peut être envisagé même si cela demande du temps et des moyens. Dans de nombreux cas, les sanctions subies résultent d'une lecture biaisée du droit. Au niveau national, les 7 associations qui sont allées en justice pour manquement au CER ont toutes fini par gagner.

Le panorama est assez critique et pourtant il y a des représentants de collectivités qui soutiennent fortement le secteur. Comment peut-on résister ensemble ?

Effectivement, l'État n'est pas un bloc monolithique et des collectivités jouent un rôle positif et nécessaire sur le soutien aux associations. Il y a des dispositifs qui se créent, toujours améliorables mais qui sont des solutions intéressantes (jury citoyen, commission mixte...) pour expérimenter de nouvelles modalités de financement plus paritaires. Il y a encore beaucoup de choses à imaginer pour reprendre soin des liens entre l'État et les associations.

Pour finir, c'est quoi pour vous, résister ?

C'est continuer à faire valoir ses capacités critiques malgré toutes les invitations à les taire.

Propos recueillis par Audrey Bordas et Karine Attinault

- 1- Le CER prétend renforcer les valeurs républicaines et sa signature est obligatoire pour les associations bénéficiant de subventions, avec le risque de les voir supprimées en cas de "manquement".
- 2- L'état des relations entre associations et pouvoirs publics », une enquête quantitative nationale réalisée par l'Observatoire des libertés associatives sur un échantillon représentatif de 2500 structures.

► A lire :

L'État contre les associations,
Julien Talpin, 2025.
Les livres de l'Institut La Boétie.

« La vie, ce n'est pas attendre que l'orage passe, c'est apprendre à danser sous la pluie »

Droit de cité : la culture, arme percutante de l'éducation populaire



Crédits : Droit de cité

locales et des comités d'habitants, y compris dans des communes qui ont leur offre propre. Les projets culturels qu'initie et développe Droit de cité autour de la musique, de la lecture jeune public, des arts de la rue ont leurs particularités. « On affirme nos choix et nos orientations culturelles. Faire de l'événementiel et attirer le plus de monde possible, ce n'est pas notre truc » souligne Laurent Bridoux, co-directeur. Malheureusement, de plus en plus de communes choisissent exclusivement la

version consumériste de la culture. « Les gens y trouvent du plaisir mais ce n'est pas suffisant. Nous, ce qu'on défend, c'est de rendre accessible une culture qui éveille, qui alimente le sens critique, qui questionne. On veut créer du lien et de l'émotion partagée ». A la croisée de la culture et de l'éducation populaire, les maîtres mots de l'action de Droit de cité sont "Rencontres" et "Échanges". Du public avec les artistes, des habitants entre eux, dans un contexte de création et de découvertes. « On prend des risques, avec des artistes peu connus. On travaille à petite échelle, on est des artisans de la culture ». Financièrement, l'association est à l'équilibre, mais l'avenir reste incertain. Des communes qui ont changé de majorité vont certainement quitter l'association car leurs demandes ne correspondront plus aux valeurs et objectifs sur lesquels Droit de cité ne transigera pas. « Mais on ne lâchera pas les populations de ces communes, on sera toujours à proximité »

droitdecite.com

Pascal Desreumaux

DU CÔTÉ DES ADHÉRENTS

APF France handicap au service d'une société "inclusiverselle"

En 1933, des personnes en situation de handicap créent une association pour trouver des réponses à leurs difficultés. 90 ans plus tard, APF France handicap est toujours gouvernée par les personnes concernées. Dans les Hauts-de-France, cela représente 5000 salariés, 1800 personnes accompagnées dans les structures et 1200 adhérents. Son leitmotiv : l'accueil inconditionnel.

L'association intervient sur trois dimensions : l'accompagnement dans tous les domaines de la vie, la représentation dans les institutions et le mouvement avec une fonction de plaidoyer.

« Nous menons des combats pour défendre les droits et lutter contre les discriminations, explique Olga Meurisse responsable régionale de l'engagement associatif et politique. Nous portons résolument les valeurs de l'ESS, c'est pourquoi nous adhérons à l'APES. »

Attaquée par certains sur ses positionnements, l'association revendique sa liberté de parole. Elle fait partie de son ADN. Dernièrement, un plan de retour à l'équilibre a été mis en place suite à des difficultés financières. « Les budgets sont de plus en plus serrés. Cela se démantèle très vite, c'est beaucoup plus difficile à reconstruire... »



hautsdefrance.apf-francehandicap.org

Le Mouvement associatif ou "La France qui se bat"

Malgré une situation financière jusqu'alors équilibrée, la pérennité de l'association Le Mouvement associatif Hauts-de-France (LMA) est aujourd'hui menacée par les baisses de financement annoncées par l'État et les incertitudes concernant certains financements régionaux...

En 2026, les notifications de financement sont intervenues très tardivement, rendant difficile l'anticipation budgétaire. Cette situation nourrit également les inquiétudes pour les années à venir dans un contexte politique incertain.

Face à cette situation, LMA se mobilise au niveau local et national : interpellation des décideurs, mouvements sociaux et campagnes de communication. Pour son président Thierry Coulomb, même si les effets de ces mobilisations demeurent encore insuffisants, le message commence à passer et certaines lignes bougent progressivement.

L'élection de Claire Thoury¹ à la présidence du Conseil économique, social et environnemental constitue également un signal positif pour la reconnaissance de la place du monde associatif dans le débat public.

Dans les prochains mois, LMA va continuer à se rendre visible, notamment avec la campagne "La France qui se bat".

1- Présidente du Mouvement Associatif national



Crédits : Le Mouvement Associatif

« L'enjeu est de faire prendre conscience aux citoyens que les services associatifs auxquels ils ont accès sur leur territoire risquent d'être fragilisés et qu'ils doivent eux aussi se mobiliser », martèle Thierry Coulomb. Celui-ci appelle à sortir des seules revendications sectorielles pour porter une parole unie et forte. « Nous devons nous regrouper et nous coordonner avec d'autres corps intermédiaires pour définir des stratégies communes. »

lmahdf.org

Marie-Charlotte Widehem



« On résiste en prenant soin du réseau »

Interview de Valérie Comblez, déléguée fédérale à la Fédération des centres sociaux des Pays Picards

« Notre première action d'envergure a été de prendre part à la mobilisation nationale de janvier 2024. Nous avons réussi à mobiliser, sur les 3 départements, à la fois les centres sociaux mais aussi nos partenaires pour faire alliance face au contexte de mise en danger des associations.

La résistance ne s'est pas organisée seulement contre la baisse des financements, mais aussi en lutte pour nos valeurs et nos libertés associatives. Elle s'est organisée par étapes : tout d'abord s'assurer que l'on partage un langage commun, trouver un consensus sur ce que l'on souhaite défendre. Puis nous avons ressenti le besoin de capitaliser les vrais problèmes de terrain, des faits réels sur lesquels s'appuyer et dont l'expression permettait de diminuer le niveau d'anxiété dans les équipes. On résiste en prenant soin du réseau. Le 11 octobre 2025, la mobilisation avec Le Mouvement Associatif a été l'occasion de faire collectif. Organiser les transports en bus, des chansons communes, un dress code... toutes ces petites choses qui permettent de se rassembler. Aujourd'hui, on est dans une forme de résistance qui nous amène à travailler des outils d'anticipation et à former les bénévoles et salariés pour repenser nos modèles dans le contexte actuel et à venir.

Bien sûr, beaucoup de centres sociaux craignent les répercussions de cette résistance mais de plus en plus veulent aussi monter au créneau. Le rôle de la Fédération est donc d'accompagner, d'entrer en négociation, de montrer les modèles qui se font ailleurs et de documenter les faits. »

payspicards.centres-sociaux.fr

Propos recueillis par Audrey Bordas

“Danser l’orage” pour retrouver du souffle

Dans nos organisations, beaucoup de personnes ressentent de l'impuissance, avec peu d'outils pour se projeter et se préparer, explique Pauline Langlois, membre du collectif “Danser l’orage”. Celui-ci veut les outiller afin de les rendre plus robustes et contribuer à une transformation radicale d'un monde en plein basculement.

En 2024, le collectif a lancé une recherche-action et accompagné plusieurs organisations. L'objectif : imaginer les métamorphoses à opérer tout en prenant soin des personnes.

« On a dressé un panorama des menaces probables (baisse des financements, pénuries de carburant, destruction du vivant, répression des libertés, casse sociale, banalisation du racisme...) et les impacts sur leurs activités : licenciements, instrumentalisation, nouvelles urgences permanentes... »

Cette démarche qui a pu rencontrer des blocages (sidération, déni...) a eu un effet libérateur. En étant plus lucides, en discutant collectivement, en prêtant attention aux émotions, les personnes ont pu retrouver du sens et envisager des plans d'actions. « Une association a envisagé, en cas de perte de financement, de continuer à exister par le bénévolat et a réfléchi à la suite avec les salariés. Une autre, intervenant auprès de migrants, se

regroupe avec des associations du même type pour se préparer aux cyberattaques d'extrême droite. »

Conscientes du peu de réussite des plaidoyers, de plus en plus d'associations choisissent des mobilisations plus directes, réinvestissent l'espace public : festivals, tracts, balades conférées... Elles s'appuient sur une “joie militante”, qui fait appel aux émotions, aux liens, à la volonté d'impacter le monde, ensemble. “Danser l’orage” continue ses explorations. « Au Kurdistan ou en Italie du sud, des peuples vivant des situations dramatiques renaissent autrement, leurs pratiques peuvent être inspirantes. »

► **Le guide** : nuage.en-commun.net/s/3qiNojJP4pQf8s

coordination@danserlorage.org

« Même quand le monde semble ruiné, il reste de la beauté à préserver, des combats à mener et des horizons à construire. »

Corinne Morel Darleux

Dialoguer, désobéir, se syndiquer, faire grève ? Une conférence gesticulée

En 2009, Sandrine Courtial découvre le monde associatif et la force du collectif. Après plusieurs années, elle se questionne : que se passe-t-il dans ce monde et pourquoi les gens vont si mal ? Elle remonte le cours de l'histoire et en apprend davantage sur les communautés de résistance : « on n'a pas le choix de se regrouper. C'est de la survie ». Elle en a tiré la conférence gesticulée “Les associations peuvent-elles changer le monde ?”

Elle nous raconte alors l'importance de la solidarité et des alliances pour changer les rapports de force : dialoguer, désobéir, rejoindre un syndicat, et pourquoi pas une grève des associations ?

Elle nous raconte l'importance de la communauté pour créer une nouvelle culture politique. Nos imaginaires peuvent s'accorder avec plus de gouvernance démocratique.

Elle nous raconte l'importance de repenser le monde du travail, et de mettre au cœur de ce système la santé, la formation et la transmission.

Pour Sandrine Courtial, résister, c'est ne pas subir : « ça veut dire qu'on se sent capable d'agir sur notre propre vie ». Elle propose de transformer la colère en espoir et parle très justement d'indignation. Parfois, c'est partir, prendre ses distances, pour mieux revenir. Résister, c'est retrouver du plaisir. Alors une seule solution : résister, mettez-vous en action.

conferences-gesticulees.net

Jeanne Bailly

« Je pensais en savoir beaucoup sur le monde associatif car j'y travaille et j'y fais du bénévolat. Pourtant, la conférence s'est terminée et j'ai eu besoin d'un petit moment pour digérer. On marche toujours sur des œufs entre le besoin de financer nos associations et la volonté de ne pas entrer dans le jeu des appels à projet. J'admire Sandrine qui a réussi à faire des choix clairs et assurés. »

Jeanne Bailly

TERRITOIRE



➔ Fresnes-sur-Escaut ouvre la voix !

A Fresnes-sur-Escaut, la participation est un vrai projet de la ville depuis une vingtaine d'années. Habitants comme associations ont plus que leur mot à dire sur les projets qui se montent, qu'il s'agisse de la gare des Houillères transformée en tiers-lieu ou de l'Archipel nourricier.

« C'est un lieu hybride qui se veut ouvert, vivant et coconstruit avec les habitants et les associations. Proposer, participer, expérimenter sont nos maîtres-mots. »

C'est avec enthousiasme que Christophe Dias Antunes, gestionnaire du lieu et "chef de quai" nous fait la visite. Depuis le printemps, l'imposante gare des Houillères, qui a fait l'objet d'une belle réhabilitation, commence à accueillir de multiples activités initiées par les habitants : café papote, soirées jeux, friperie, ciné-club... Des dizaines de bénévoles et 16 associations sont impliquées, la prochaine étape sera de créer un café citoyen sous forme associative.

La grande salle des "pas perdus" se veut un lieu de convivialité, un estaminet proposant des produits locaux va s'y ouvrir prochainement. Il pourra accueillir les habitants comme les touristes qui randonnent sur la voie de chemin de fer transformée en voie verte.

Dans l'extension, une salle de spectacles et de répétition héberge l'Académie du théâtre amateur. Elle peut accueillir aussi bien des concerts que des spectacles de théâtre ou de stand up, des ciné-clubs, stages et autres résidences. Les espaces extérieurs sont aménagés pour les spectacles de rue.

De l'autre côté, on peut découvrir le musée de la mine et de l'histoire locale créé avec l'association des Amis du Vieux-Fresnes.

Dans la gare est hébergée également une Microfolie, espace de médiation numérique et culturel.

« Les habitants sont invités à s'approprier le lieu. Les personnes investies y trouveront aussi l'occasion de développer leurs compétences. »

Même démarche participative avec l'archipel nourricier. Les activités de sensibilisation à l'alimentation saine sont menées au cœur de l'environnement naturel de la ville. Au passage, elles créent du lien social et favorisent le vivre-ensemble. La municipalité a acheté des terres pour multiplier les lieux dédiés aux jardins partagés ainsi qu'au maraîchage. Dans la ville, on trouve aussi un rucher pédagogique, un verger partagé, des jardins solidaires... Une communauté de jardiniers s'est créée, les écoles sont bienvenues. Pas de doute, Fresnes-sur-Escaut a trouvé sa voie !

fresnes-sur-escaut.fr



Crédits : Patricia Hanssens

➔ « Les habitants sont les premiers experts du territoire »

Valérie Fornies, maire de Fresnes-sur-Escaut et vice-présidente de la CAVM¹ en charge de l'ESS

« Concernant la gare, propriété de la ville, nous n'avons pas choisi la voie la plus simple : chercher un exploitant privé. Nous voulons tracer d'autres chemins et œuvrer en partenariat avec les habitants.

En parallèle, un autre projet qui nous tient à cœur est celui de TZCLD². Une partie de la population est très démunie, il y a deux quartiers en Politique de la Ville. Nous envisageons de créer une Entreprise à But d'Emploi pour les activités liées à l'Archipel nourricier. Cela nous paraît évident de favoriser le droit à l'emploi pour tous, il faut montrer aux gens qu'ils sont capables. Mais les financements pour l'insertion se réduisent, on doit revoir les projets, on s'adapte. Cette capacité d'adaptation permet de trouver des solutions avec et grâce aux habitants, et c'est là l'essentiel. »

1- Communauté d'agglomération Valenciennes Métropole

2- Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée

L'ACTU DE L'APES

« La coopération à tous les étages »

Transformer la coopération en un levier stratégique pour les organisations, c'est l'objectif de ce parcours d'accompagnement qui vient de démarrer. Soutenu par le Département du Pas-de-Calais, celui-ci s'adresse aux acteurs du Budget citoyen.

À l'issue de l'accompagnement, les participants seront plus à même d'adapter leur activité et de pérenniser leur modèle.

Les 5 séquences collectives permettent de pratiquer la coopération à différents niveaux : dans son écosystème, avec ses usagers, en équipe et avec la gouvernance. Le parcours alterne des apports de fond et des mises en situation, il fait aussi la part belle aux outils et supports pédagogiques interactifs pour faciliter l'appropriation collective de la démarche.

► **Plus d'infos :** contact@apes-hdf.org

ON PARLE DE NOUS

« Une source d'inspiration pour développer des plateformes solidaires »

Ilhem Laïd, responsable de communautés professionnelles chez IdealCO



Nous gérons un espace numérique de formation pour les agents des collectivités territoriales, une sorte de réseau social qui favorise les échanges de pair à pair. Chacun peut ainsi se nourrir de retours d'expériences d'autres territoires sur diverses thématiques.

Nous avons trouvé intéressant de diffuser le webinaire de l'APES sur les plateformes solidaires car c'est une problématique qui concerne les acteurs territoriaux, mais cela peut rester flou pour eux. Dans cette vidéo, des agents de différents territoires partagent leur expérience et leur point de vue, expliquent comment le projet s'est monté, avec quels partenaires de l'ESS (Coopcircuit, Mobicoop, Citiz...) et comment il a été financé. Cela peut être une source d'inspiration pour développer ailleurs des plateformes coopératives multi-acteurs.

L'ESS est un modèle économique et social plus viable sur le long terme, il faut la rendre visible.

idealco.fr

UN PAS EN AVANT

DE LA BÂCHE AU SAC À MAIN, UNE HISTOIRE D'UPCYCLING

L'entreprise amiénoise Raev Maroquinerie transforme des matières destinées à la destruction en sacs et accessoires. Elle travaille avec des entreprises qui lui confient leurs matériaux usagés (bâches, vêtements de travail...). Ceux-ci sont revalorisés en goodies personnalisés (porte clé, porte-monnaies, sacs...) qui retrouveront ensuite un usage dans l'entreprise deman-

deuse. Léa Rodriguez, sa fondatrice, porte une grande attention à faire de l'économie circulaire locale. « J'ai fait un gros travail de sourcing pour que mes fournisseurs soient picards et à défaut régionaux. » Elle confie également une partie de la production à l'association Wallbreaker, qui travaille à la réinsertion de détenus de la maison d'arrêt d'Amiens.

Aurélie Dolé

raev-marquinerie.com



**ACTEURS POUR UNE
ÉCONOMIE SOLIDAIRE**

APES, Maison de l'Économie
Sociale et Solidaire,
235 Boulevard Paul Painlevé, 59000 Lille
Tél. 03 20 30 98 25
contact@apes-hdf.org
www.apes-hdf.org

Directeur de la publication Luc Belval, président de l'APES
Coordination et rédaction (sauf mention autre) : Patricia Hanssens
Comité de rédaction bénévole Nathalie Bardaille, Luc Belval,
Bernardetta Morano, Gérard Dechy, Jeanne Bailly
Pascal Desreumaux, Joackim Lebrun, Christine Masse, Magali Nayrac, Fanny
Obled, Audrey Bordas, Marie-Laure Carlu, Aurélie Dolé, Carine Ollive-Carlier,
Olivia Ruel-Mailfert, Karine Attinault, Éric Vanhuyssse, Marie-Charlotte Widehem.
Création graphique Fanny Falgas
Illustrations Oriane Marie
Gravure – Impression : La Monsoise – tirage à 400 exemplaires

L'APES est le réseau des acteurs de l'économie solidaire des Hauts-de-France. Ses adhérents se reconnaissent dans des valeurs et des pratiques solidaires, ils se placent dans une démarche d'amélioration continue.

